



CNAS du 5 avril 2017 – déclaration liminaire

Ce CNAS se réunit aujourd'hui à environ deux semaines des élections présidentielles. Les principaux candidats ne parlent des fonctionnaires qu'en terme de coûts et de réductions d'effectifs. Les fonctionnaires n'apparaissent que sous forme chiffrée, il y a une totale déshumanisation des agents de la fonction publique. Pour preuve le volet social et culturel est totalement occulté.

La fédération des Finances CGT est très attachée à l'action sociale dans notre ministère. Il s'agit pour nous d'un droit et d'un devoir de l'employeur vis-à-vis de ses personnels. Elle doit permettre à chacune et chacun de s'épanouir au et hors du travail.

Le budget de l'action sociale devrait prendre en compte les besoins réels des agents, et ceux-ci sont de plus en plus importants, que ce soit en matière de logements, prêts, restauration, vacances...

Malgré cela la politique d'austérité frappe le budget de l'action sociale depuis deux ans. Pour la CGT c'est inacceptable !

Les politiques sociales choisies avec les représentants des personnels doivent être constituées par des prestations spécifiques que l'employeur finance. Ce ne doit pas être un élément de la politique salariale mais un droit individuel pour toutes et tous.

Les besoins ne se mesurent pas par la « consommation » des prestations existantes comme voudrait le faire croire le ministère mais par un recensement de ces besoins.

Des prestations non consommées, sont des prestations inadaptées ou inaccessibles financièrement par les agents.

Dans ce contexte l'avenir de l'action sociale dans notre ministère nous paraît bien sombre. Et si il faut encore démontrer que les temps sont difficiles, que doit dire un fonctionnaire du ministère quand il entend qu'un ancien premier ministre candidat à la présidentielle ne peut ni épargner ni se payer ses costumes....

Concernant l'ordre du jour, nous interviendrons lors des débats, mais tenon à vous faire part de notre entière solidarité avec nos camarades guyanais.